

**Convention collective**

**ENTREPRISES DE TRAVAUX  
AGRICOLAS ET RURAUX  
(PAYS DE LA LOIRE)  
(10 avril 2002)**

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2002  
*Journal officiel* du 31 juillet 2002)

■ *Journal officiel* du 18 février 2005

**Arrêté du 21 janvier 2005 portant extension d'avenants à la convention collective de travail réglementant les conditions d'emploi, de travail et de rémunération des salariés et apprentis des entreprises de travaux agricoles et ruraux de la région Pays de la Loire**

NOR : AGRF0500344A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2002 portant extension de la convention collective de travail du 10 avril 2002 réglementant les conditions d'emploi, de travail et de rémunération des salariés et apprentis des entreprises de travaux agricoles et ruraux de la région Pays de la Loire ;

Vu les avenants du 1<sup>er</sup> juillet 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 6 novembre 2004 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des avenants n<sup>os</sup> 4 et 5 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 à la convention collective de travail du 10 avril 2002 réglementant les conditions de travail et de rémunération des salariés et apprentis des entreprises de travaux agri-

coles et ruraux de la région Pays de la Loire sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

L'avenant n° 5 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susmentionné est étendu sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie de rémunération mensuelle et de l'article 6.6 de l'accord national étendu du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 10 avril 2002.

## Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 janvier 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :  
*L'ingénieure en chef du génie rural,  
des eaux et des forêts,*  
V. METRICH-HECQUET

*Nota.* – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/43 en date du 20 novembre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.